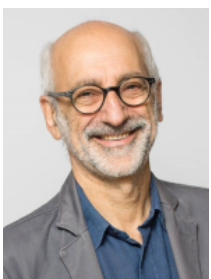


| | | | | | |
|----|-------------|----|-------|----|-----------------------------|
| 01 | Viticulture | 05 | Maïs | 09 | Pomme de terre |
| 02 | Pomme | 06 | Soja | 10 | Lait de vache conventionnel |
| 03 | Tomate | 07 | Blé | 11 | Lait de vache biologique |
| 04 | Sucre | 08 | Colza | 12 | Viande bovine |
| | | | | 13 | Porc |

édito

Quelle ouverture pour les marchés agricoles, demain ?



Marc VARCHAVSKY
mvarchavsky@cn.cerfrance.fr



Philippe BOULLET
phboulet@cn.cerfrance.fr

La tendance à la libéralisation des marchés a marqué les dernières décennies. L'Union Européenne poursuit cette tendance avec les accords du CETA et du Mercosur, où toutefois **l'enjeu se focalise clairement autour des normes sur les modes de production**. Prélude à une nouvelle conception en matière d'échange ? Nous voyons de grands pays agricoles, qui ont tout à gagner à la liberté des échanges, conduire des politiques qui évoluent vers moins de libéralisme : le cas des USA à ce titre est majeur et le blocage des instances de l'OMC ne va faire qu'accentuer le phénomène. Les grands pays d'Asie, quant à eux, prennent conscience que les produits agricoles doivent avoir un traitement à part dans la mondialisation.

Les pays importateurs du Maghreb freinent leur ouverture aux pays de la Mer Noire car ils craignent d'être dépendants de zones dont ils connaissent mal les enjeux. On entend à nouveau parler de contrats étatiques qui engageraient des qualités et des volumes pour limiter les fluctuations de prix au consommateur.

Les productions européennes ne font plus le prix mais le subissent.

D'un autre côté, les compétiteurs sur les commodités tels que l'Ukraine, le Brésil ou l'Argentine augmentent leurs productions avec des coûts de revient faibles, il est alors difficile pour les producteurs européens de conserver leur place sur ces produits standards.

Quant au consommateur européen, il demande **de plus en plus de garanties sur les produits sans vouloir en payer le prix** et cette incohérence apparaît de moins en moins tenable.

Dans ce contexte, quel est le bon prix pour les productions françaises ? La période récente montre que les productions européennes ne font plus le prix mais le subissent. Les exploitants en mesure de mener avec détermination une stratégie volume/prix doivent donc rechercher un complément de compétitivité hors prix pour rester sur les marchés : la qualité de l'origine France, sa régularité aussi.

Retrouver un lien entre l'évolution du coût et celle du prix, comme le décrètent les EGA, suppose que les producteurs puissent influencer sur le prix.

La bonne nouvelle, c'est que **les segmentations prennent de plus en plus de poids** : gammes qui s'enrichissent d'allégations prisées par les consommateurs (pâturage, plein air, sans OGM, local) ; marchés identifiés à côté du conventionnel (bio, certains labels, appellations d'origine et maintenant HVE...); circuits courts vis-à-vis desquels les consommateurs eux-mêmes s'organisent en tant que véritable partie prenante. Ce sont autant d'opportunités de se déconnecter du prix mondial.

01. Viticulture

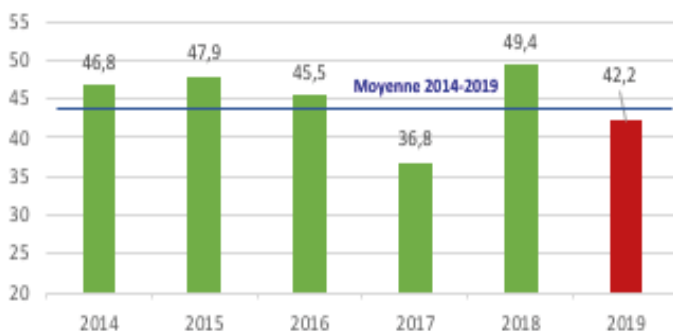
En France, la demande des ménages est de moins en moins dynamique depuis trois ans.

Après la conjoncture favorable, viennent les défis ?

Abondance d'offre, recul du marché chinois, incertitude sur le Brexit, nouvelles taxes américaines, émeute à Hongkong, l'exportation dans les quatre plus grands marchés internationaux, moteur de la filière viticole française, est sous haute tension.

Une récolte réduite après une vendange 2018 exceptionnelle

Récolte - MHI



Source : Agreste, 2019.

En France, la vendange 2019 est estimée à 42,2 millions d'hl, en retrait de 14 % par rapport à 2018 et moins 7 % sur les cinq dernières années. Le gel suivi d'une période intense de sécheresse a entraîné des situations locales contrastées et une production globalement en baisse dans tous les bassins de production. Néanmoins, la récolte sera plus proche de la moyenne après deux années extrêmes, très faible en 2017 avec 37 MHL et maximale depuis cinq ans en 2018 avec 49 MHL. L'Italie devrait produire 46 millions d'hectolitres de vin d'après les premières estimations et restera

donc le premier pays producteur. Ce pronostic annonce cependant une baisse de 16 % de la vendange italienne par rapport à production historique de 2018 (ayant atteint 54,8 millions hl).

Après quelques années fastes, une filière sous haute tension

L'abondance de l'offre, suite à **une récolte mondiale exceptionnelle en 2018**, se traduit par une concurrence accrue entre les acteurs. L'Espagne, par exemple, premier vignoble exportateur au monde en volume (et 3^e en valeur), a majoritairement misé sur une stratégie de volumes, bousculant le marché français en prenant des parts de marchés dans les linéaires sur les produits d'entrée de gamme. Ce qui a obligé nos acteurs locaux à s'orienter vers le moyen/haut de gamme et l'export.

En France, la demande des ménages est de moins en moins dynamique depuis trois ans, ce qui limite les débouchés locaux pour les producteurs.

La consommation baisse de 4 % par an, selon France Agrimer. L'essor du drive réduit les achats d'impulsion dans les supermarchés. Par ailleurs, les consommateurs sont davantage attirés par les blancs secs, les rosés et crémants. En conséquence, dans le bordelais, les prix qui avaient augmenté après la faible récolte de 2017 ont baissé en 2018 et les stocks ont de plus en plus de mal à s'écouler.

Sur le plan des marchés internationaux, en Chine, on observe un recul de la consommation locale l'an passé. La levée des barrières douanières des vins australiens et chiliens rend notre situation plus difficile: les vins de bordeaux ont reculé de 31 % en volume en 2018 (22 % en valeur) mais beaucoup moins à Hong Kong qui reste la tête de pont asiatique majeure. Sur ce marché, on note une baisse de volume de 4 %, mais une progression en valeur.

Toutefois, le chiffre d'affaires global des vins et spiritueux sur l'ensemble de l'Asie progresse au

Le chiffre d'affaires français de la filière vins « bio » pèse 1 milliard d'euros.

premier semestre 2019 grâce au dynamisme du Japon et de la Corée du Sud.

Sur les autres principaux marchés exports, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, la menace de taxes promises par Donald Trump d'une part, et le Brexit d'autre part, rendent les marchés difficiles à appréhender. Ces incertitudes et les décisions finales qui vont aboutir peuvent entraîner une réduction des volumes vendus et des marges pour la filière viticole.

Nul doute que les opérateurs sont en demande d'accords commerciaux équitables pour poursuivre des ventes sur ces marchés à potentiel de développement et rémunérateurs. **Dans cette période d'incertitude, les marchés sont plutôt dynamiques.** Aux USA, la croissance des exportations françaises s'est élevée au premier semestre à 16,5 % en valeur et à 5,2 % en volume. Au Royaume-Uni, les exportations ont progressé au premier semestre de 12 %. Cette situation est sans nul doute consécutive à des anticipations d'opérateurs qui ont constitué des stocks.

La reconquête d'une partie du marché intérieur perdu après la récolte 2017 et le développement de l'export sur les pays européens restent cependant des voies plus sécurisantes pour une partie du volume.

La consommation de vin biologique en constante progression

Si la consommation de vin décroît en France, les vins biologiques voient au contraire la demande progresser. Le vignoble biologique représente 94 000 ha en France en 2018, soit une hausse de 12 % des surfaces. Le chiffre d'affaires français de la filière vins « bio » pèse 1 milliard d'euros.

Les vins biologiques progressent notamment dans les vignobles d'Occitanie, puis dans le bordelais mais selon un sondage *OpinionWay* pour le compte de l'Agence bio, **48 % des Français attendent un plus large choix de vins bios dans leurs lieux d'achats habituels.** La

croissance de la consommation va se poursuivre puisque le fait qu'un vin soit bio est un critère d'achat à part entière pour 41 % des Français et plus encore pour la jeune génération.

La filière viticole face au défi de la baisse des pesticides

Si la viticulture représente à peine 3 % des surfaces agricoles en France, elle concentre 20 % des fongicides répandus dans la nature. La fragilité de la vigne, sensible au développement de champignons, de pucerons ou de bactéries nécessite l'emploi de fongicides et insecticides. Souvent étalées autour de villages et proches d'habitations, les zones de vignes sont aussi particulièrement concernées par les distances de non-épandage.

Face à la pression sociétale, l'une des mesures phares du plan de filière présenté par les viticulteurs à l'issue des États généraux de l'alimentation conclus en décembre est l'engagement de **diminuer de 50 % l'usage des produits phytosanitaires d'ici 2025**, grâce à l'usage accru de produits alternatifs, au remplacement des deux tiers du parc des pulvérisateurs d'ici cinq ans par des outils modernisés qui permettent des pulvérisations intelligentes et confinées, et en limitant le nombre de traitement par an. Cet engagement s'accompagne de la promesse de développer l'agriculture biologique et de certifier 50 % des exploitations sous le label « Haute valeur « Haute valeur environnementale » (HVE) d'ici à 2025.



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr

02. Pomme

Sur les cinq dernières années, les surfaces sont globalement stables avec 37 000 ha.

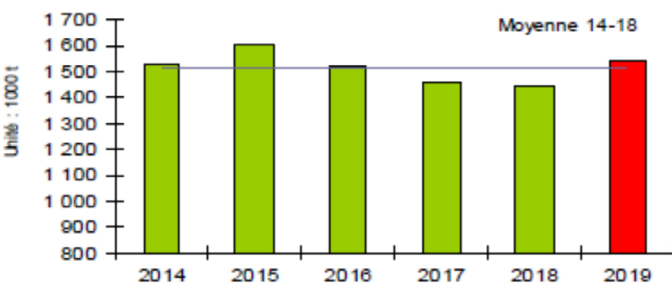
Une récolte en hausse en 2019

Dans un contexte européen de faible rendement, la pomme française, avec une offre plus abondante sur la dernière récolte, devra retrouver sa place à l'export cet hiver pour doper ses ventes.

Une production française en hausse

Au 1^{er} septembre 2019, la production française de pommes est estimée en augmentation sur un an (+ 7 %) pour un volume de 1,54 million de tonnes. Ce niveau de production est proche de la moyenne quinquennale sachant que les deux années précédentes (2017 et 2018) ont connu une baisse des rendements. Sur les cinq dernières années, les surfaces sont globalement stables avec 37 000 ha, voire même en légère augmentation sur des régions comme les Pays de la Loire et Provence Alpes Côte d'Azur. Les rendements des dernières années ont été affectés par les épisodes météo : gel, grêle. Mais on observe également une conversion du verger en bio qui peut impacter le rendement global.

Production nationale de pommes : une production 2019 en augmentation



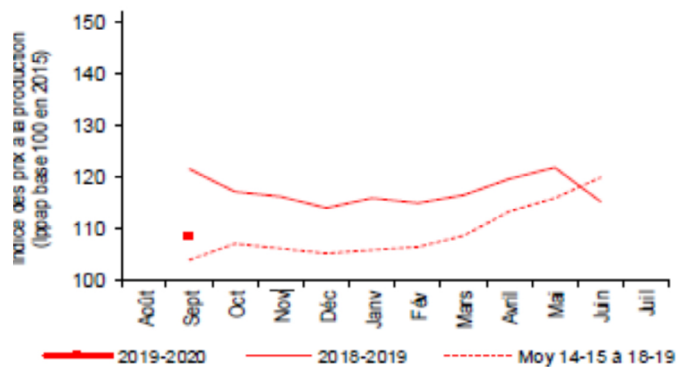
Source : Agreste.

En 2019, les facteurs météo prépondérants ont été la canicule et la sécheresse, qui ont pénalisé le calibre des variétés précoces.

WAPA (*World Apple and Pear Association*) prévoit en 2019 une production européenne de pommes en nette baisse comparée à la forte récolte de 2018 (- 20 %) et à la moyenne 2013-2017 (- 11 %). La production de la Pologne, premier pays producteur de pommes, chuterait de 44 %, après l'importante récolte de 2018.

Des cours de début de campagne en repli mais des opportunités à l'export

En début de campagne 2019-2020, des cours nettement inférieurs à ceux de 2018, mais proches de la moyenne sur 5 ans.



Source : Agreste-INSEE.

En raison de températures relativement élevées lors de cette rentrée 2019, la consommation française est en berne au profit des fruits d'été encore très présents, ce qui est venu peser sur les cours. Pour autant la demande est particulièrement bien orientée vers le Moyen-Orient ou l'Asie, où les stocks chinois de l'ancienne campagne sont au plus bas.

La récolte 2019 est de bonne qualité et les volumes français devraient pouvoir regagner leur place sur les marchés à l'export.

Bien que la campagne démarre plus timidement que l'année passée ; **il n'y a pas lieu pour l'heure d'être alarmiste**. La récolte 2019 est de bonne qualité et les volumes français devraient pouvoir regagner leur place sur les marchés à l'export. En effet, les volumes de l'exportation vers l'Europe ont chuté de 33 % sur un an, d'août 2018 à mars 2019, dans un contexte de fortes récoltes en Europe de l'Est sur la campagne précédente.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires des exploitations sera sécurisé par une récolte plus abondante.



Fabien BARRABÉ
fbarrabe@47.cerfrance.fr

03. Tomate

2019, une année à rebondissements

Dans un contexte de maintien des surfaces en production, l'année 2019 est atypique sur le plan des cours des produits. Après avoir craint le pire en mai, le bilan de campagne se solde sur une note positive. Au-delà des cours, la filière a été tiraillée par des questionnements sur le mode de production de la tomate bio.

Des surfaces stables

Selon les estimations de septembre 2019, les surfaces nationales implantées en tomates pour le marché du frais seraient de 2300 ha, stables sur un an et par rapport à la moyenne 2014-2018. Une diminution s'observerait pour les bassins

Centre Ouest et Sud-Est alors que le bassin Sud-Ouest afficherait une hausse sur un an.

La production nationale destinée au marché du frais de la campagne 2019 est estimée à 520000 tonnes, soit un niveau proche de l'année 2018. Toutefois, **des disparités sont observées entre les bassins de production**, le Sud-Est enregistrerait une baisse de production alors que toute la façade ouest, depuis la Bretagne jusqu'à l'Aquitaine, présenterait des progressions de l'ordre de 3 à 5 %. La production est assurée à plus de 90 % sous serres.

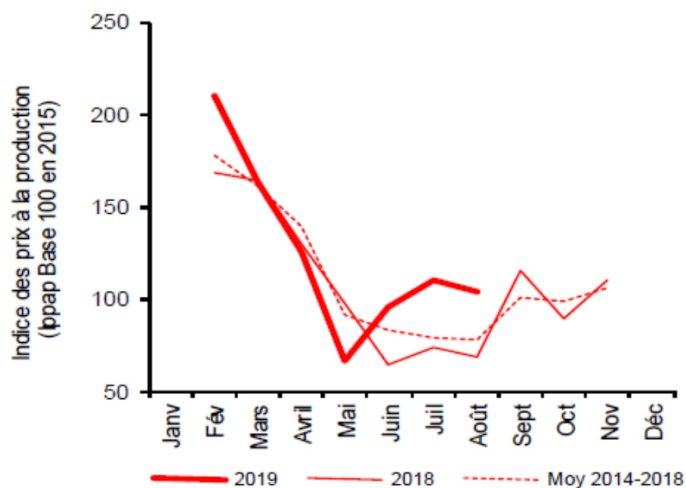
Le potentiel de production a été affecté par les épisodes caniculaires de l'été. En effet, malgré les protections, une partie des bouquets floraux ont été touchés, conduisant à une atténuation de la production sur juillet et août.

Les producteurs français de fruits et légumes bio sous serres pourront continuer de chauffer, mais ne pourront pas commercialiser leur production en hiver.

Des cours sous forte pression en début de campagne

Après un début de campagne 2019 contrasté avec des cours fermes en février puis en recul en mars et avril, pénalisés par la météo peu encourageante et la pression de la concurrence espagnole et marocaine, la conjoncture de mai se dégrade fortement. Avec la montée en production des serres de tous les bassins, une offre conséquente arrive sur le marché alors que la demande est peu dynamique, minée par la météo maussade. Le marché est en déséquilibre et les prix sont au plus bas pour l'ensemble de la gamme, variétés anciennes comprises. En mai, le Réseau des Nouvelles des Marchés déclare la tomate en crise conjoncturelle pour sept jours consécutifs. Cette situation entraîne de nombreux retraits, des lots sont détruits et d'autres sont donnés aux associations. Le mois de juin 2019 voit la tendance s'inverser nettement grâce au retour des températures estivales activant fortement la demande.

Prix des tomates à la production : des prix très fermes cet été 2019



Source : Agreste-Insee.

Les engagements pris en variétés Grappe et Ronde viennent animer un peu plus le marché. Pour le mois de juin, alors que la canicule vient encore appuyer la consommation, les prix sont exceptionnellement élevés, en progression de presque 50 % sur un an. La tendance s'est poursuivie sur juillet et août. La fin de campagne (septembre et octobre) reste bonne avec des cours proches de la moyenne quinquennale. En synthèse, **le chiffre d'affaires 2019 des exploitations spécialisées devrait donc être proche de 2018**, bien que les épisodes caniculaires aient affecté la production de l'été.



Oui au bio chauffé mais pas avant le 30 avril

Le débat entre les acteurs de la filière a été tranché par le ministère de l'Agriculture en juillet 2019 : les producteurs français de fruits et légumes bio sous serres pourront continuer de chauffer, mais ne pourront pas commercialiser leur production en hiver, limitant de fait l'utilisation de cette pratique au reste de l'année, une décision qui met fin à une bataille rangée depuis un an entre acteurs historiques du bio et producteurs souhaitant accélérer son développement. Les

Bien que déjà largement segmentée, l'offre « tomate française » est donc en perpétuel mouvement.



Par ailleurs, quelle sera l'origine des produits bio que le consommateur voudra acheter en avril ? D'où viendra l'importation ?

Le Label « Zéro Résidu de Pesticides »

Dans ce contexte, **certains opérateurs proposent une troisième voie** entre la culture « conventionnelle » (qui représente en France plus de 90 % des fruits et légumes) et la culture Bio. Avec 6 % des surfaces cultivées en Bio, la France ne peut pas encore répondre à l'augmentation de la demande.

Des exemples : le « zéro résidu de pesticides » ou le « sans pesticides ». Ce sont des démarches privées, portées par des producteurs volontaires. Il ne s'agit pas d'un label officiel de qualité tel que le *Label Rouge* ou le *Label Agriculture Biologique*. L'absence de résidu est déterminée, pour chaque substance active analysée figurant dans la liste « négative », par un résultat inférieur à la Limite de Quantification (LQ) : 0,01 mg/kg pour la majorité des résidus.

Bien que déjà largement segmentée, l'offre « tomate française » est donc en perpétuel mouvement, cherchant à séduire au maximum la variété des attentes des consommateurs. N'est-ce pas là le meilleur moyen d'assurer sa pérennité sur les années à venir ?

produits bios sous serres chauffées ne pourront pas être commercialisés entre le 21 décembre et le 30 avril. Cette mesure laisse perplexe une partie des acteurs qui voient là une position un peu trop fermée qui ne tient pas compte des différences de climat à l'échelle de l'hexagone. En effet, les dates sont identiques que l'on soit dans le sud-est ou dans le nord de la France.



Fabien BARRABÉ
fbarrabe@47.cerfrance.fr

04. Sucre

Malgré le déficit mondial (production-consommation), les cours restent à des niveaux très bas.

Deux ans après la disparition des quotas, la filière traverse toujours une période difficile, alimentée par plusieurs facteurs: production betteravière décevante, prix du sucre en berne, problèmes de gouvernance, Brexit et accords bilatéraux, etc.

Une production française 2019 à nouveau inférieure à la moyenne quinquennale

Le rendement betteravier national devrait atteindre environ 83,5 t/ha à 16°, soit un niveau proche de celui de l'an passé, en restant inférieur de 7 % à la moyenne quinquennale. Nouvelle déception en particulier dans certains secteurs qui ont à nouveau souffert d'une sévère sécheresse; les rendements connaîtront une fois de plus une grande variabilité selon les régions en fonction de la pluviométrie locale, de 52 t/ha en Limagne à 95 t/ha en Seine Maritime. Compte tenu de la baisse des surfaces à 451 000 ha, soit 6,5 % de moins qu'en 2018, **la production nationale de sucre baissera** dans la même proportion.

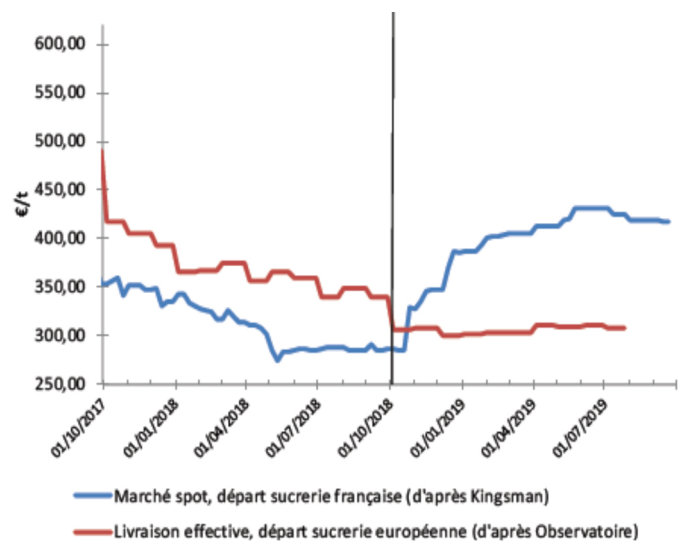
À l'échelon mondial, l'Inde et la Thaïlande qui avaient largement contribué à engorger le marché de la campagne 2018-2019 devraient voir leur production diminuer sensiblement. D'autre part, le Brésil, au vu de la faiblesse des cours du sucre, a fortement réorienté pour 75 %, la transformation de la canne vers la production d'éthanol, dont les cours ont bien progressé depuis un an. Le marché du sucre devrait être

allégé de 6 Mt. Pour autant les perspectives d'assainissement notable du marché sont encore lointaines, comme en témoignent les positions vendeurs-nets des fonds spéculateurs (8,5 Mt pour une production mondiale d'environ 170 Mt).

Les cours du sucre restent déprimés

Malgré le déficit mondial (production-consommation), évalué aux alentours de 4 Mt pour la campagne 2019-2020, les cours restent à des niveaux très bas: 11,5 cts/lb pour le sucre roux et 260 €/t équivalent pour le sucre blanc. Le marché Spot européen, censé donner une perspective sur l'évolution à terme des cours, se situe aux environs de 400 €/t, bien au-dessus des prix des livraisons effectives actuelles, départ sucrerie, qui sont aux alentours de 280 à 300 €/T. Pour satisfaire ce marché dont les volumes sont toutefois modestes, et compte

Marché européen du sucre



Source: CGB.

Le bas niveau de prix laisse malheureusement envisager une rémunération des betteraves inférieure à celle de 2018.

tenu des faibles disponibilités françaises en fin de campagne 2018-2019, il a fallu avoir recours aux importations; plus de 200 000 t de sucre sont ainsi rentrées dans l'UE sur les mois de juin et juillet, à destination essentiellement de l'Espagne. Paradoxalement, la situation d'importateur net de l'UE contribue à soutenir les prix intérieurs avec l'imposition des droits de douane sur les volumes importés.

À l'heure où se tiennent les négociations annuelles de contrats entre fabricants et industriels utilisateurs de sucre, le bas niveau de prix laisse malheureusement envisager une rémunération des betteraves inférieure à celle de 2018.

D'autres inquiétudes dans la plaine...

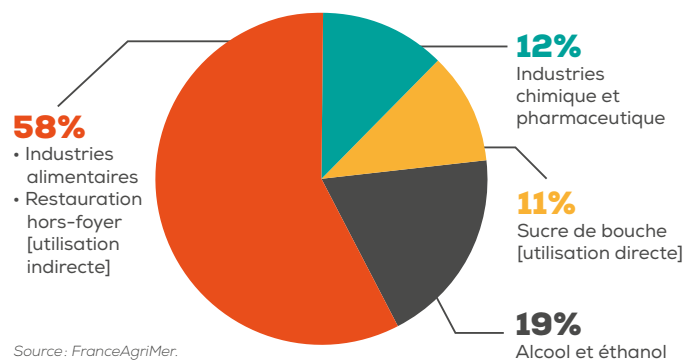
La fermeture annoncée par deux fabricants de quatre usines en France a marqué les esprits. Eppeville, dans la Somme, et Cagny, dans le Calvados, pour Saint Louis Sucre; Toury, dans l'Eure et Loir, et Bourdon, dans le Puy de Dôme, pour Cristal Union, fermeront leurs portes après cette campagne. À moins d'une reprise par les planteurs, la production de betteraves pourrait ainsi disparaître en Basse Normandie et en Limagne.

Dénoncé par les planteurs notamment français, **le recours aux aides couplées à la betterave par certains membres de l'UE et les dérogations à l'utilisation des néonicotinoïdes ont fait l'objet de discussions au sein du groupe européen** à haut niveau en raison des distorsions de concurrence pouvant en résulter. Mais les experts du groupe sont restés divisés sur ces deux points.

Les conséquences du Brexit et la volonté du Royaume-Uni de renforcer ses capacités de raffinage, alors que les sucreries françaises à

proximité sont un fournisseur important, suscitent également les inquiétudes. Enfin, l'accord UE-Mercosur, qui prévoit la suppression du droit de douane pour 180 000 t de sucre brésilien, un nouveau contingent de 10 000 t au Paraguay et surtout un contingent de 450 000 t d'éthanol à droit nul et 200 000 t à droit réduit renforce les craintes de déstabilisation de la filière sucrière européenne.

Les débouchés du sucre en France



En ce début de campagne 2019, ce n'est pas encore l'optimisme. Les industriels se sont efforcés de payer les betteraves 2018 aux alentours de 23 à 25 €/t pour respecter leurs engagements, alors que la valorisation des betteraves au prix de marché était plutôt entre 19 et 20 €/T. La valorisation des betteraves de cette nouvelle campagne pourrait bien ne pas dépasser 22 €/t pour la grande majorité des planteurs.



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

05. Maïs

Le maïs connaît pour le moment la plus lente maturation jamais enregistrée.

Le bilan mondial s'assainit mais la situation européenne reste lourde

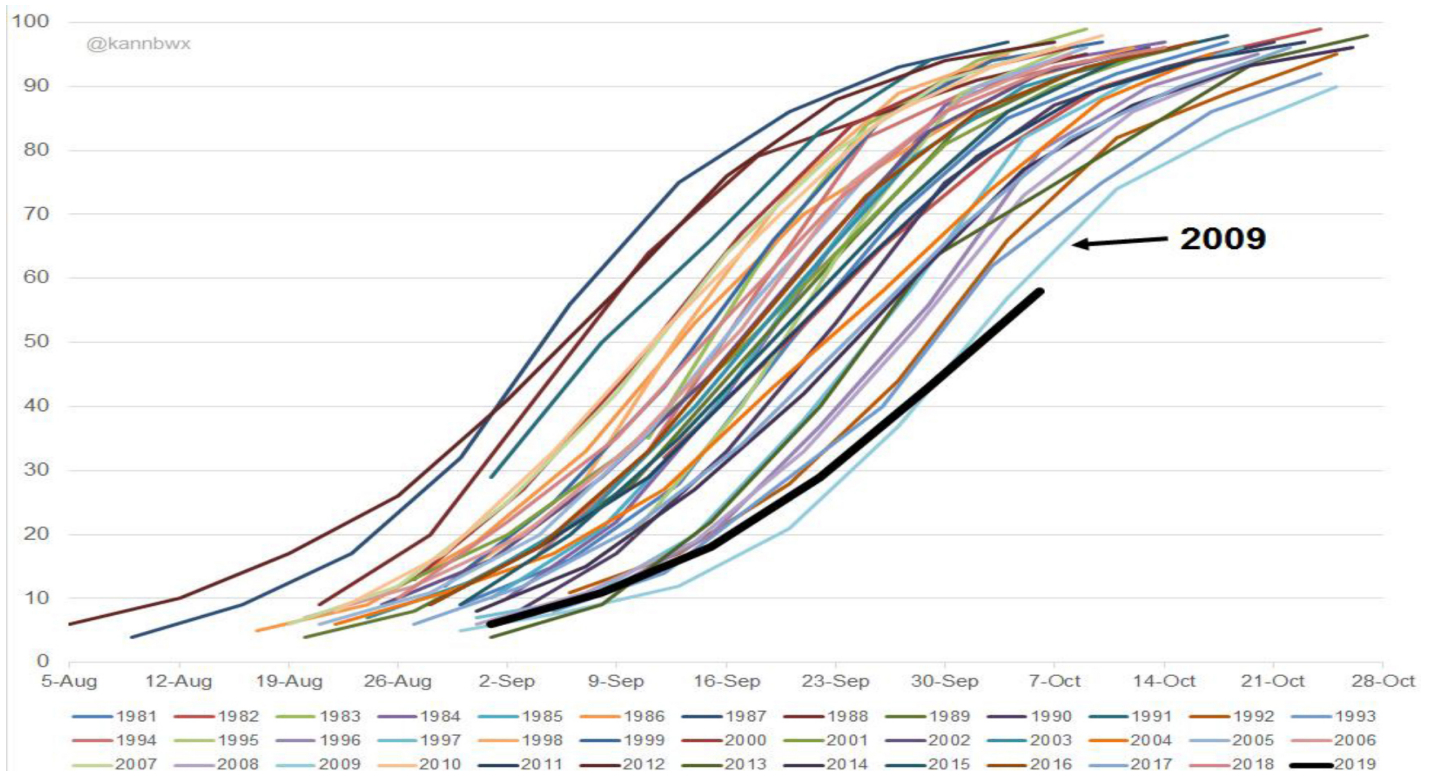
Hausse des prix mondiaux mais les maïs européens ne suivent pas

Les prix mondiaux ont grimpé, notamment aux États-Unis et au Brésil, et dans une moindre mesure en Ukraine et en Argentine. Cette hausse résulte de la publication par le ministère de l'Agriculture US (USDA) de stocks de fin de

campagne 2018-2019 (récolte 2018) et donc de début de campagne 2019-2020 nettement inférieurs aux précédentes estimations. Dans le même temps, les maïs brésiliens se sont renchérissés sous l'effet d'exportations très élevées en juillet, août et septembre qui ont raréfié les disponibilités locales.

Aux États Unis, seuls 58 % des cultures ont atteint la maturité début octobre. La situation reste préoccupante par rapport à l'an dernier où, à la même période, 92 % des cultures étaient déjà prêtes à être récoltées (85 % pour la moyenne quinquennale). En comparant avec les chiffres des années précédentes, 2019 bat 2009 : le maïs connaît pour le moment la plus lente maturation jamais enregistrée.

US Corn Progress (% Mature)



Source: USDA/NASS.

Les prévisions d'exportations de l'UE vers les pays tiers remontent pour refléter la bonne attractivité des maïs bulgares/roumains sur le marché mondial.

Au niveau mondial, le bilan s'est assaini, notamment aux États-Unis avec une forte révision en baisse des stocks de départ (par l'USDA) et en Argentine (moindres perspectives pour les surfaces ensemencées), mais il reste très confortable.

Récolte de maïs grain en cours dans l'UE

En Bulgarie et en Roumanie, la fin de cycle a été marquée par un temps particulièrement sec qui a bridé les potentiels de rendement. En Hongrie, les résultats sont plutôt bons mais inférieurs aux attentes. Comme prévu, les rendements sont décevants en Europe de l'Ouest (Allemagne et France notamment) et en Pologne avec

des transferts du grain vers l'ensilage qui se confirment. La production européenne 2019-2020 se caractérise donc par de bons résultats dans le sud de l'UE et en Hongrie (quoiqu'inférieurs aux attentes et à l'an dernier). En revanche, les récoltes devraient baisser par rapport à celles de 2018 en Pologne, en Slovaquie et en Italie du fait de l'été caniculaire et rester à un niveau relativement bas en Allemagne et en France.

Regain de compétitivité des maïs européens face aux maïs importés

Les prix mondiaux ont monté alors que les prix du sud-est de l'UE ont peu varié. Par conséquent, les maïs européens (bulgares/roumains notamment) ont gagné en compétitivité face aux maïs importés (ukrainiens surtout). La prévision des importations de l'UE en provenance des pays tiers est maintenant attendue en recul de plus de 8 Mt par rapport au niveau sans précédent atteint en 2018-2019. Dans le même temps, les prévisions d'exportations de l'UE vers les pays tiers remontent pour refléter la bonne attractivité des maïs bulgares/roumains sur le marché mondial.

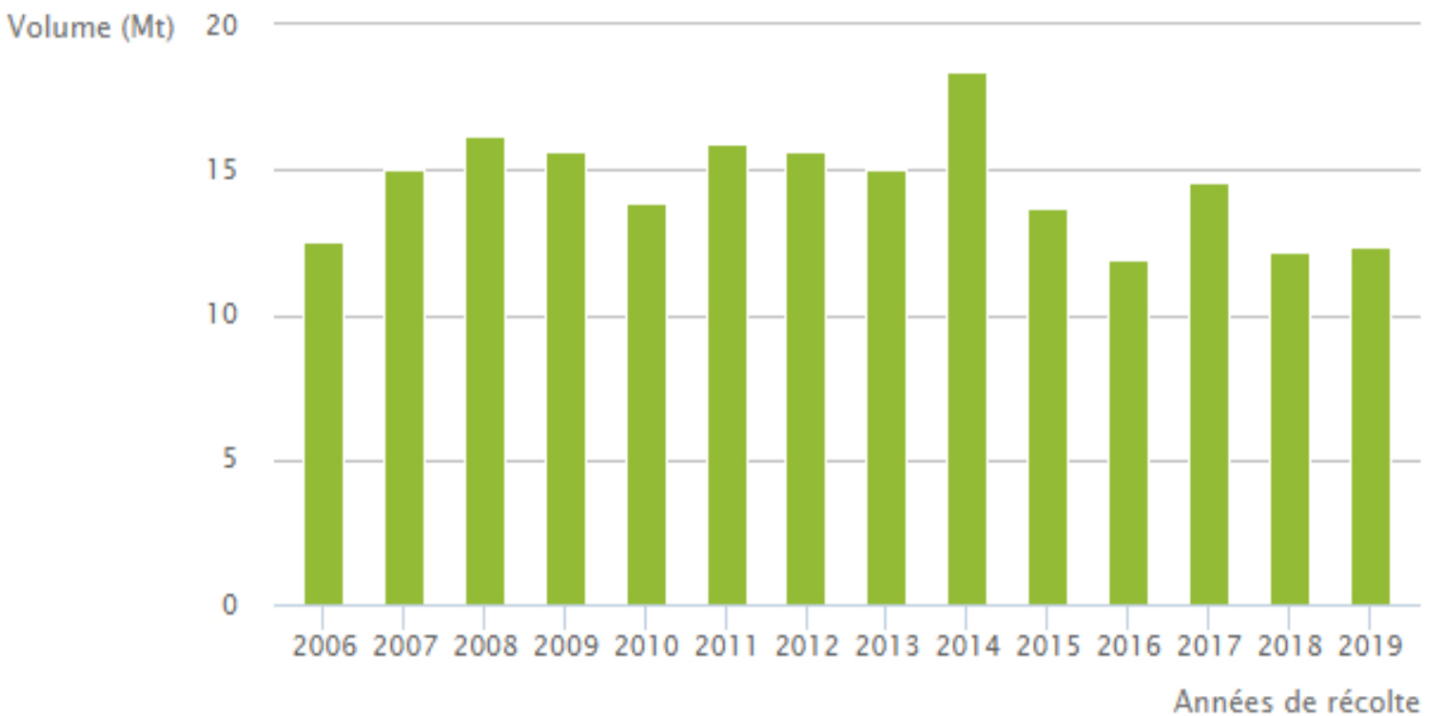
Un bilan européen qui reste lourd

La demande animale dans l'UE est attendue en recul de plus de 5 Mt par rapport à celle de 2018-2019, en raison de l'augmentation des récoltes de céréales à paille dans le nord de l'UE en 2019 et d'une perte de compétitivité du maïs par rapport aux autres céréales. Néanmoins, les exportations européennes ont été revues en hausse (voir plus haut) et les utilisations industrielles aussi. Au total, les stocks européens à la fin septembre 2020 sont prévus en baisse mais pas en Roumanie, ni en France, et dans une moindre mesure en Hongrie.



La baisse de production 2019 devrait toutefois être atténuée par la hausse des surfaces: +5,9 % par rapport à 2018.

Production de maïs en France



La récolte française en léger recul à 12,5 M de t

Cette année, le potentiel de rendement du maïs grain a été entamé par la sécheresse et les fortes chaleurs de l'été. En maïs grain non-irrigué, Agreste donne un rendement moyen de 75,2 q/ha, soit une baisse de 4 % sur un an et de 10,9 % par rapport à la moyenne quinquennale 2014-2018. Le potentiel du maïs grain irrigué est, lui aussi, en diminution: 104,9 q/ha, soit - 5,7 % sur un an, et - 4,6 % comparés à 2014-2018.

La baisse de production 2019 devrait toutefois être atténuée par la hausse des surfaces: +5,9 % par rapport à 2018 (1,45 Mha en 2019) sous réserve du partage entre maïs grain et maïs ensilage.

Cet arbitrage entre le maïs ensilage et le maïs grain dans des situations souvent non irriguées, donc dépendantes des pluies d'été, démontre **l'enjeu de la ressource en eau pour cette production**. Ainsi, les méthodes d'irrigation économes en utilisation de l'eau, la gestion des assolements avec des cultures alternatives comme le soja, le sorgho... peuvent devenir des points clé à l'avenir.



Michel LAGAHE
mlagahe@go.cerfrance.fr

06. Soja

Plusieurs filières animales françaises (volailles, lait...) recherchent activement la mise en place de circuits d'approvisionnements durables en aliments tracés « non OGM France ».

Le soja français vise l'autonomie en non OGM d'ici à 2025

La filière escompte une production de 650 000 t de graines d'ici à 2025 contre 409 000 t en 2019. Ce volume permettrait à la France d'assurer son autonomie en tourteaux de soja non OGM, lesquels ont été importés à hauteur de 500 000 t en 2018.

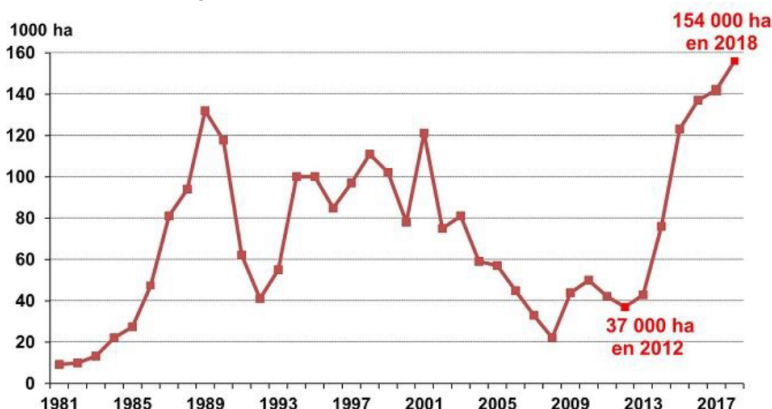
La filière a institué en 2018 **la charte Soja de France**, destinée à faire valoir, auprès des transformateurs, des éleveurs et des consommateurs, les bienfaits du soja « made » in France. La charte est assortie de garanties concernant le caractère non OGM, l'origine France (localisation sur le territoire français de la production de la graine de soja, de sa collecte et de la fabrication de ses produits de 1^{re} transformation), la traçabilité et la durabilité (respect des bonnes pratiques techniques, sanitaires, environnementales et sociales à

toutes les étapes de la filière). L'objectif est de certifier 50 % de la production nationale à l'horizon 2025.

En 2018, pour cette première année, 1000 agriculteurs se sont engagés dans la démarche, pour une production de 30 000 t sur les 400 000 t produits. Sont également impliqués dans ce label huit collecteurs, deux unions de commercialisation et deux tritrateurs: Sojalim dans le Sud-Ouest, et Extrusel en Bourgogne. L'enjeu est de taille: chaque année, la France importe environ 3,5 Mt de tourteaux de soja pour l'alimentation du bétail et plusieurs filières animales françaises (volailles, lait...) recherchent activement la mise en place de circuits d'approvisionnements durables en aliments tracés « non OGM France ».

La recherche de valorisation des filières via la segmentation constitue une opportunité pour les producteurs de soja français. En complément, au 1^{er} janvier 2020, tous les labels rouges devront utiliser une alimentation 100 % non OGM. Ceci va accroître la demande de soja tracé « France », voire « local ».

Surface de soja en France



Source: SCEES / SSP - 2018 : Source PAC.



Michel LAGAHE
mlagahe@go.cerfrance.fr

07. Blé

Aucune pénurie n'est à prévoir sur le marché mondial du blé pour cette campagne.

Une très bonne récolte française malgré la canicule...

La production française dépasserait les 38 Mt soit 14 % de plus que l'an passé. Avec une hausse des surfaces de 5Mha (+2,8 %) et un rendement supérieur à 7,6 t/ha (la moyenne sur 5 ans est de 7,0 t/ha), ce serait ainsi la deuxième plus grosse récolte derrière celle de 2015.

La canicule et les épisodes de sécheresse n'auront donc pas eu l'impact négatif que l'on craignait avant la récolte, hormis dans la région de la Limagne qui a souffert d'une grave sécheresse persistante depuis le début de l'année. Face à l'ampleur de la récolte, quelques organismes stockeurs ont même connu des difficultés de logistique.

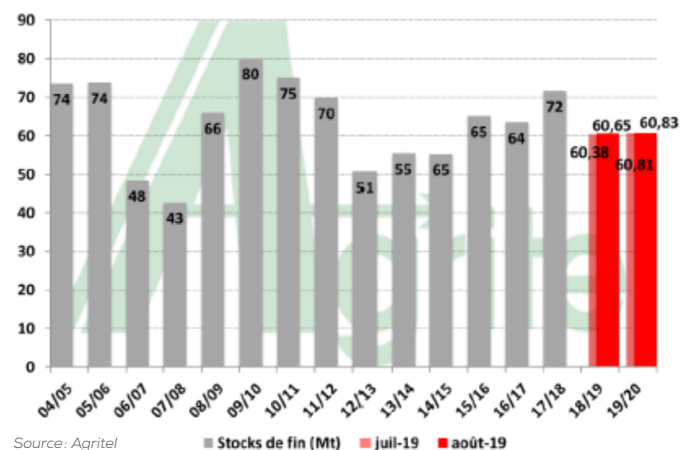
De plus, la qualité est aussi au rendez-vous. Le taux de protéines, handicap quasi récurrent à l'export pour les blés français, dépasse 11 % pour 90 % des volumes; le poids spécifique et l'indice Hagberg sont également très bons. 55 % des blés seront ainsi classés « Supérieur » et 26 % « Premium ».

...mais la récolte mondiale est, elle aussi, très bonne.

Avec 75 à 76 Mt récoltés, la Russie devrait signer sa deuxième meilleure récolte après son record de 2017 de 85 Mt. L'Ukraine devrait atteindre son plus haut niveau de production avec 29 Mt. Quant à l'Argentine, elle s'apprête à engranger 20,5 Mt. Autant dire qu'aucune pénurie n'est à prévoir sur le marché mondial du blé pour cette campagne. Les stocks mondiaux devraient s'accroître cette

année de 10 Mt pour atteindre 285 Mt, dépassant le niveau de 2017 de 281 Mt. N'oublions pas que la Chine possède à elle seule la moitié de ces stocks mondiaux et qu'il est plus pertinent de regarder le niveau de stocks des principaux exportateurs pour appréhender l'évolution du marché. Dans les huit pays concernés, ce stock de fin de campagne est estimé entre 60 et 61 Mt, niveau similaire à la campagne précédente, malgré une nette hausse de la production. Les pays exportateurs ont donc des volumes importants à écouler sur les marchés internationaux.

Stocks de fin de campagne des 8 plus gros exportateurs mondiaux



Une concurrence féroce sur le marché international

Depuis le début de la campagne, la compétition est rude. Comme d'habitude, la Russie, et maintenant l'Ukraine (devenue très compétitive), se sont accaparées les premières transactions. Cependant, et contrairement à l'an passé à la même époque, les blés français sont relativement bien placés dans la course à la faveur d'un marché

Les opérateurs français semblent avoir adopté une stratégie beaucoup plus agressive en début de campagne 2019.

déprimé et d'une parité euro/dollar très favorable (la parité oscille depuis début septembre entre 1,10 et 1,11 \$). En effet, la glissade des cours du blé (graphique 1) depuis le début du mois de juillet a permis de se positionner à un niveau proche de la concurrence Mer Noire et de remporter des appels d'offres. On peut ainsi espérer que le volume des exportations françaises, encore trop modestes actuellement, augmente dans les mois à venir, car il faudra que la France exporte plus de 7 Mt vers l'Union Européenne et plus de 11 Mt (contre 9,8 Mt en 2018-2019) vers les pays tiers pour éviter un stock excessif en fin de campagne.

Cours de l'échéance décembre 2019 sur le MATIF (depuis le début de l'année)



Source : Barchart

Changement de stratégie des opérateurs ?

Souvent dénoncée ces derniers temps, la stratégie attentiste des opérateurs français en début de campagne semble avoir laissé la place à une stratégie beaucoup plus agressive en début de campagne 2019. Compte tenu du volume récolté en France et des perspectives d'arrivée de l'Argentine sur le marché mondial au début 2020, **il est essentiel de réaliser des exports conséquents en début de campagne** pour ne pas engorger le marché par la suite et connaître un effondrement des prix comme cela s'est déjà produit par le passé.

Même si les producteurs déploreraient en septembre un prix départ ferme de 30 à 40 €/t inférieur à celui de la précédente campagne à la même époque, c'était certainement le prix à payer pour préserver nos parts de marché ultérieures et démarrer une campagne 2020-2021 sous des auspices relativement favorables. Mais ne fallait-il pas profiter des opportunités de marché de l'hiver dernier ou juste avant moisson pour positionner une partie de la récolte à des prix au-dessus du coût de production ?

Top 10 des destinations des exportations françaises (en milliers de tonnes)



Source : Les Échos



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

08.

Colza

Le déficit de production européen amènera d'importantes importations de colza ou canola.

Une faible production française et européenne

Estimée entre 3,6 et 3,8 Mt, la production française de colza sera largement inférieure à celle de l'an dernier (5 Mt) et 30 % en dessous de la moyenne quinquennale. La forte diminution des surfaces due à la sécheresse lors des semis et un rendement très moyen expliquent cette faible production. Un peu plus de 1 Mha seulement, soit 25 % de moins que la moyenne, ont été récoltés en 2019. Outre la réduction des surfaces, la pression des ravageurs au printemps a causé dans certaines parcelles de gros dégâts entraînant de **grandes disparités dans les rendements**.

En Allemagne, la production est descendue à son plus bas niveau depuis une vingtaine d'années consécutivement à une baisse des emblavements et un rendement également décevant: 3Mt seulement devraient être récoltés alors que la production a dépassé 6Mt en 2009 et 2014. La Pologne, troisième acteur dans l'Union Européenne, connaît elle aussi une baisse de production. Autant dire que le déficit de production européen amènera d'importantes importations de colza ou canola.

Un fragile équilibre du marché

Le marché du colza est soumis à de multiples facteurs. Il s'est apprécié d'une quinzaine d'euros depuis début juillet et semble stabilisé depuis la mi-septembre dans un trend assez

étroit aux alentours de 388 €/t pour l'échéance MATIF février 2020. Mais cet équilibre demeure précaire. Le marché est en effet partagé entre les facteurs haussiers (faible production européenne, euro faible...) et les facteurs baissiers (gros imports de canola canadien ou australien, de biodiesel argentin ou indonésien, faiblesse des cours des autres huiles en particulier celle de palme, ou de la graine de soja...). De plus, dans le contexte de tensions commerciales internationales et de crise porcine chinoise, il est bien difficile de prévoir l'impact de l'ensemble des conséquences tant les effets de reports peuvent avoir des effets opposés.



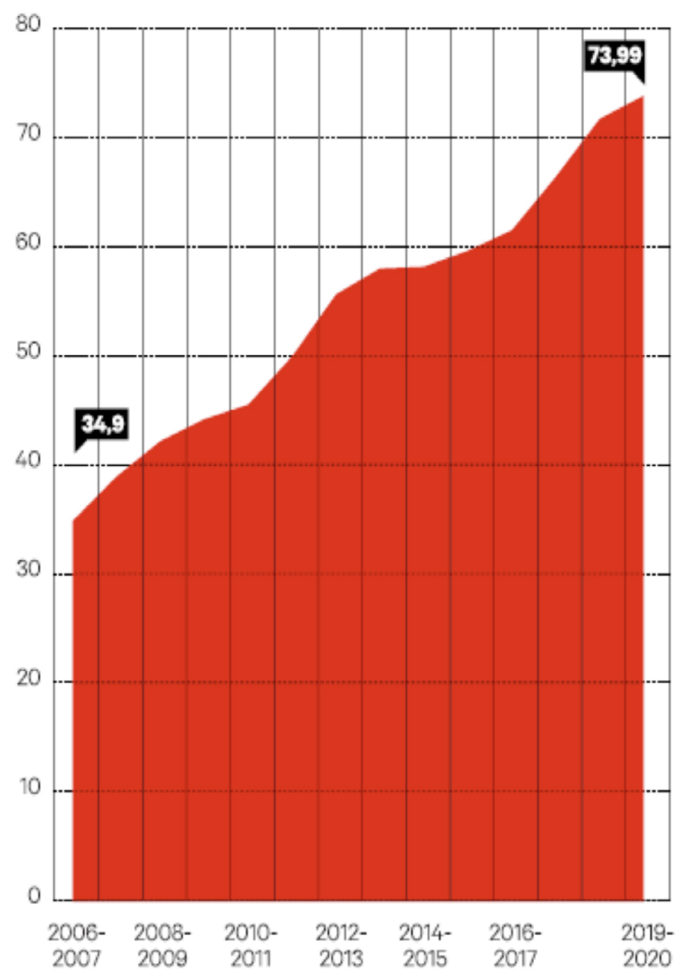
La prochaine récolte française ne s'annonce pas non plus sous de bons auspices.

On notera que l'huile de palme, dont le prix et les qualités intrinsèques intéressent industriels et certains consommateurs, voit sa consommation mondiale augmenter fortement. **De même, sa part dans le biodiesel ne cesse de croître.** L'Inde, l'Union européenne, la Chine et le Pakistan sont les principaux importateurs d'huile de palme dans le Monde (56 % des volumes importés).

La prochaine récolte est aussi un facteur de soutien du marché

Même s'il faut relativiser le poids qu'elle pèse aujourd'hui auprès des opérateurs, la prochaine récolte française ne s'annonce pas non plus sous de bons auspices. Comme l'an dernier, les conditions de sécheresse lors de semis ont provoqué des levées hétérogènes dans plusieurs régions. Et profitant d'un état végétatif faiblard, **les insectes ravageurs exercent une pression encore plus forte cette année.** Les techniques alternatives aux traitements phytosanitaires, basées sur le double semis avec des plantes compagnes éloignant les parasites, devraient connaître un développement plus rapide lors des prochaines campagnes.

La consommation d'huile de palme dans le monde (en million de tonnes)



Source: Les Échos



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

09.

Pomme de terre

Le marché du frais, quant à lui, reste relativement stable avec des prix fermes, mais situés dans une large fourchette.

Rendements contrastés

La sécheresse, plus ou moins sévère selon les régions, conduit à des écarts de prévisions de rendement particulièrement importants.

Le rendement final serait compris entre 40 et 50 t/ha selon les régions, avec des extrêmes compris entre 20 et 75 t/ha entre producteurs. Une fois de plus l'impact moyen de l'irrigation est important et s'évalue cette année aux alentours de 10 t/ha. La production nationale de pommes de terre de conservation avoisinerait 6,5 Mt, en augmentation de 700 000 tonnes par rapport à l'an passé, retrouvant quasiment le niveau de 2017, situé dans la moyenne quinquennale.

Le NEPG (*North-Western European Potato Growers*) évalue la production de ses pays membres (France, Allemagne, Grande Bretagne, Pays-Bas et Belgique) aux alentours de 27 Mt, soit 3 % de plus que la moyenne sur 5 ans et surtout 12 % de plus qu'en 2018. Mais cette estimation, basée sur les prélèvements, doit être confirmée par les arrachages.

Des prix relativement bas pour l'industrie sur le marché français

Cette disponibilité conduit à **maintenir les cours** à 100-120 €/t pour les pommes de terre destinées à l'industrie, 180 à 250 €/t pour les variétés traditionnelles en frais et 300 à 450 €/t en chair ferme.

Rien à voir donc avec le début de campagne de l'année dernière, surtout en pommes de terre industrielles car **les transformateurs peuvent s'approvisionner dans les pays voisins** pour pallier momentanément l'absence de disponibilités due aux difficultés d'arrachage.

Le marché du frais est bien orienté

Le marché du frais, quant à lui, reste relativement stable avec des prix fermes, mais situés dans une large fourchette suivant les variétés. Cela s'explique par des disponibilités correspondant sensiblement au marché et des conditions d'arrachage perturbées par les pluies. À cette époque de l'année, beaucoup de producteurs sont occupés aux travaux des champs et peu enclins à commercialiser.



Il faut s'attendre une fois encore à une très mauvaise année pour la production de pommes de terre de fécula.

Deux motifs d'inquiétude pour les stockages

Les conditions de sécheresse et de chaleur de cet été ont entraîné des taux de matière sèche très élevés des tubercules, les rendant particulièrement sensibles aux chocs, notamment en industrie. Les producteurs sont amenés à prendre beaucoup de précaution lors des arrachages et de la mise en stockage sans pour autant être totalement à l'abri de réfections voire de refus lors des futures livraisons.

L'autre préoccupation de la filière est le retrait de l'antigerminatif CIPC (chlorprophame) après cette campagne 2019-2020. Sans aménagement de la réglementation sur les LMR (limite maximale de résidus), peu de bâtiments actuels de stockage seraient encore utilisables

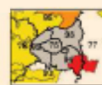
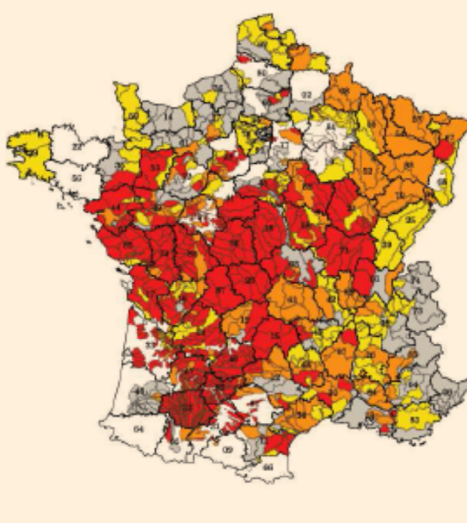
d'une part et les solutions alternatives (beaucoup plus chères) ne seraient pas aussi performantes d'autre part. Il faut signaler au passage que nos partenaires européens les plus concernés ont déjà obtenu cet assouplissement.

Nouvelle année catastrophique en fécula

Il faut s'attendre une fois encore à une très mauvaise année pour la production de pommes de terre de fécula avec un rendement moyen d'environ 40 t/ha à 17, et, là encore, de fortes disparités.

La filière traverse une période compliquée: la moyenne quinquennale est descendue de 52,5 t/ha en 2010-2014 à 42,5 t/ha pour la période 2015-2019.

Arrêtés sécheresse en France au 20/09/2019



36 départements sont concernés par au moins un arrêté préfectoral en vigueur au 25 septembre 2019 et limitant certains usages de l'eau.

6 départements sont en vigilance.

✓ Département

Restrictions

■ Vigilance

■ Alerte

■ Alerte renforcée

■ Crise



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

10. Lait de vache conventionnel

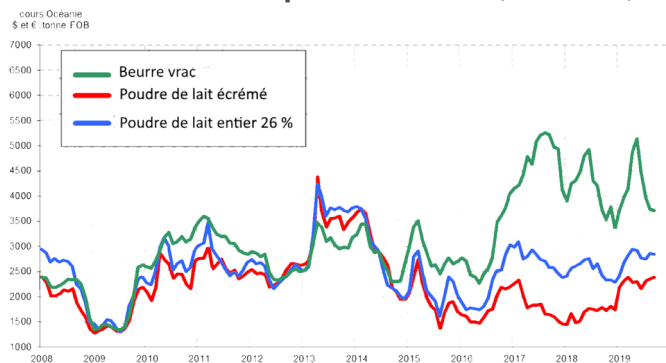
Globalement, la production mondiale 2019 ne montre plus d'augmentation par rapport à 2018.

Un marché mondial et européen soutenu par une moindre dynamique de l'offre mais en proie aux incertitudes géopolitiques.

Moindre dynamique de production des 5 principaux bassins mondiaux

Les premiers mois 2019 vérifient une stagnation voire un recul des volumes produits par les principaux pays laitiers exportateurs. Ainsi, les USA rompent avec la croissance régulièrement constatée de leur production. L'Australie totalise un recul de 10 % et l'Argentine de 5 %. L'Europe et la Nouvelle-Zélande stagnent avec respectivement + 0,2 % et - 0,7 % de production par rapport à 2018. La France n'est pas en reste avec un repli de 1,1 %.

Cours mondiaux, septembre 2019 (en euros)



Source : USDA

Globalement, la production mondiale 2019 ne montre plus d'augmentation par rapport à 2018. La moindre production et la disparition des stocks d'intervention européens soutiennent le prix des produits industriels.

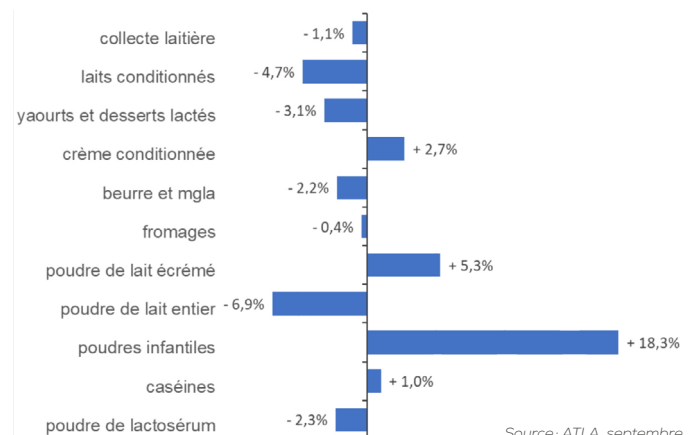
Le cours mondial de la poudre de lait écrémé est stable sur septembre 2019 et l'Europe profite d'une offre moindre pour doper ses exportations.

Les cours mondiaux se maintiennent et permettent à l'Europe de conserver la valorisation de la matière grasse.

Malgré la baisse du cours du lactosérum, consécutive à une moindre demande de la Chine pour cause de peste porcine, le prix du couple beurre/poudre (280 €/1000 litres en 08/2019) est préservé au mieux en limitant la perte des opérateurs eu égard au prix payé producteurs estimée à 60 €/1000 litres. Avec la baisse saisonnière de la production européenne il est permis d'espérer, en l'absence de stock, un redressement de ce couple beurre/poudre sur la fin de l'année, porté par la poudre de lait écrémé (+ 10 à 15 € possible).

Un marché intérieur français atone voire régressif

Évolution collecte et fabrications - France 7 mois 2019-2018



Source : ATLA, septembre

Crème et lait infantile restent des segments porteurs mais ne suffisent pas à compenser la régression globale de la consommation française.

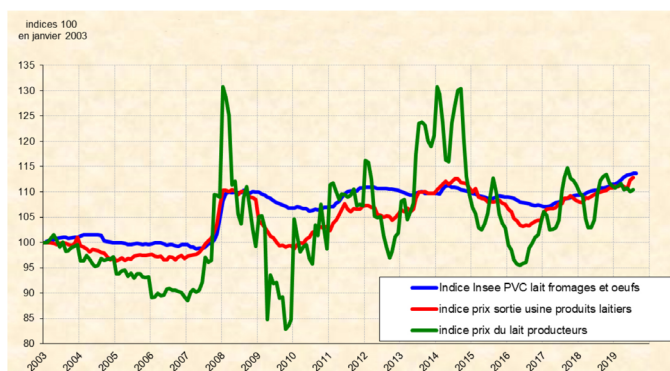
Sachant que près de 60 % de la production française est valorisée sur le marché intérieur, son impact sur la formation du prix reste déterminant. La demande en produits de grande consommation régresse de manière structurelle et 2019 ne déroge pas à la règle.

Crème et lait infantile restent des segments porteurs mais ne suffisent pas à compenser la régression globale de la consommation française.

EGALIM : quel impact sur le marché intérieur ?

Malgré des espoirs déçus, le lait ainsi que les légumes sont peut-être les deux filières qui bénéficient d'un impact positif des EGALIM dans la construction du prix avec la grande distribution. Les états généraux de l'alimentation ont incité les centrales d'achats à des accords avec les grands groupes de transformation. Le prix aurait été probablement plus bas sans cette impulsion dans un contexte de marché récessif. Toutefois, le ruissellement sur le prix producteur se trouve laminé par l'effet dilution entre volumes

Évolution comparée des prix dans le secteur laitier, tous produits laitiers



Source : ATLA, septembre

concernés (produits de grande consommation intérieurs et marques transformateurs seulement) par rapport aux volumes produits. C'est, au final, quelques centimes d'euros qui profitent aux producteurs. Les EGALIM seraient donc une composante de l'écart de prix entre le lait français (+ 20 € sur 08/2019) et le lait allemand.

Les prix sortie usine attestent une évolution entre 07/2019 et 07/2018 de +2,7 % en moyenne pour un impact consommateur de 2,6 %. Par comparaison, le prix du lait départ ferme a progressé de 4,3 % et atteint 340 € en prix de base en 07/2019, porté surtout par le redressement de la poudre de lait écrémé.

Quelles perspectives de marché en 2020 ?

Osons une projection à partir des données factuelles :

Du côté de la production

Avec la sécheresse et les moindres stocks fourragers dans plusieurs zones de production européennes et françaises, la production pourrait connaître un repli jusqu'au printemps 2020.

Le cheptel laitier tend à régresser dans diverses régions européennes.

En France, la courbe démographique est à l'œuvre avec, par exemple, une réduction des points de collecte graduelle :

- - 4,4 % en France en 2019-2018 (- 4,72 % dans le bassin des Pays de la Loire et Bretagne).

La hausse des volumes par point de collecte actif pourrait s'essouffler quand on sait que 50 % des producteurs de lait ont plus de 50 ans.

Il est donc encore difficile de rémunérer pleinement les facteurs de production pour la majorité des éleveurs.

Du côté du marché

Des stocks européens de beurre se sont reconstitués à la mi-septembre 2019 et la consommation européenne se réduit, ainsi que les exports, au profit de la matière grasse végétale, conséquence des prix élevés 2017-2018 du beurre. **La matière grasse pourrait donc connaître une tendance baissière.** Le lactosérum plafonne à 750 €/t suite aux moindres importations chinoises. La Chine sur 2020 sera dans l'incapacité de reconstituer son cheptel porc. Par conséquent, peu d'espoir d'embellie sur le lactosérum à court terme.

La poudre de lait écrémé peut être la locomotive pour tirer les produits industriels: pas de stock, une demande présente et une Europe compétitive par rapport à une Nouvelle Zélande à la peine avec son opérateur Fonterra qui totalise deux exercices consécutifs déficitaires.

Peut-être des perspectives pour un couple beurre-poudre de 295-300 € à comparer aux 280 € constatés en septembre 2019. Quant aux produits de grande consommation, peu d'espérance pour plus de volume. Pour le prix, l'effet EGALIM pourrait s'essouffler suite à la compétitivité grandissante des marques distributeurs comparées aux marques des fabricants.

Du côté géopolitique

Le Brexit

Il génère un attentisme des opérateurs. Le tiers du lait britannique consommé est importé de l'UE. Même si l'export français au Royaume-Uni ne représente que 3% de la ferme française, l'impact d'un « *hard Brexit* » par ricochet peut être de nature à déstabiliser le marché UE.

La déstructuration des relations commerciales internationales

Outre la guérilla Chine/Usa, le protectionnisme américain s'affirme et la promesse de Donald Trump de taxer les fromages européens en réponse aux aides à Airbus en est l'expression. Les exportations peuvent donc connaître des vicissitudes diverses dans un contexte de croissance économique mondiale qui s'essouffle.

Du côté des producteurs

2019 donne un mieux de 8 €/1000 l par rapport à 2018 pour le producteur soit 340 €/1000 l pour les 12 derniers mois glissants à compter de 07/2019 en prix de base. Avec la plus-value liée à la qualité, c'est 350 à 365 € payé au producteur en moyenne.

Pour rappel, le prix de revient selon les zones s'échelonne entre 370 € et 400 €/1000 l. Il est donc encore difficile de rémunérer pleinement les facteurs de production pour la majorité des éleveurs.

2020 peut-elle booster le prix du lait ?

Le couple beurre-poudre peut être le vecteur d'espoir si les importations chinoises restent dynamiques mais il faudra savoir rester prudent sur les espoirs d'embellie considérant que 2020 pourrait être au mieux porteur d'une même évolution que 2019, soit 8 à 12 €.

Dans ce contexte, la meilleure assurance demeure la gestion de son **coût de production** mais aussi la **recherche de valorisation par la segmentation** qui se développe en lait conventionnel et peut constituer des pistes de valeur ajoutée pour les producteurs.

11.

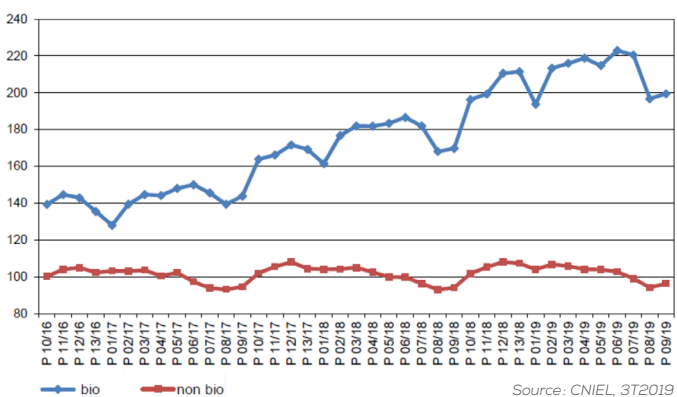
Lait de vache biologique

Une demande dynamique rattrapée par une offre 2019 abondante. Le lait bio à nouveau confronté aux équilibres entre l'offre et la demande.

L'intérêt du consommateur pour le bio ne se dément pas

Les ventes de lait sur produit bio poursuivent leur courbe ascendante, tous produits confondus, alors que celles du lait conventionnel stagnent. Portée par la grande distribution, la consommation se diversifie sur des produits plus élaborés et à plus forte valeur ajoutée.

Évolution des ventes en valeur des produits laitiers : lait, beurre, crème, ultra-frais, fromages, yaourts, poudre, fromages frais, desserts lactés; base 100 en P1 2014 ; circuits HM/SM/HD/drive



En volume

L'engouement pour le fromage croît de + 32 % en 2017-2018 en volume, contre 19 % pour le lait conditionné. C'est + 25 % pour le beurre. Quant à la crème, avec près de 19 % d'évolution, elle

fait désormais partie des produits en vogue. Ce constat se vérifie à nouveau sur les 9 premiers mois 2018-2019 en grande distribution :

| Évolution en % des volumes 9 premiers mois 2018-2019 | |
|---|----------|
| Lait conditionné | + 5 % |
| Ultra-frais | + 18,1 % |
| Beurre | + 23,1 % |
| Crème | + 23,7 % |
| Fromage | + 28,6 % |

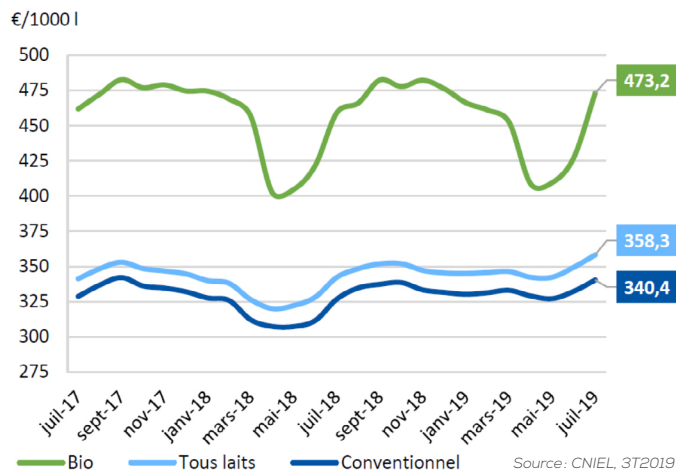


La dynamique de conversion se réduit et une baisse de 30 % sur le 1^{er} semestre 2019 se vérifie.

En valeur

Alors que le prix du lait conditionné stagne, le beurre bio connaît une progression de plus de 9 % sur 2018-2019. C'est +5 % pour le fromage, +4 % pour la crème et +3 % pour l'ultra-frais. Cette montée en gamme de la consommation contribue à soutenir le prix du lait bio et sa valorisation malgré une offre 2019 jamais atteinte en France.

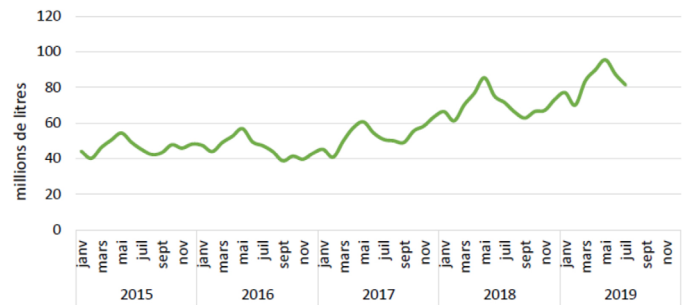
Prix du lait mensuel français ramené au standard (38TB - 32TP) Source EML



Une offre de lait bio qui tend vers 1 milliard de litres

La collecte annuelle de lait de vache biologique de 07/2018 à 07/2019 atteint 920,7 millions de litres. Plus que les conditions climatiques, ce sont surtout les conversions 2016-2017 alimentant le marché, qui justifient une augmentation de + 7,5 % de production sur cette période.

Collecte mensuelle de lait biologique



Source: CNIEL, 3T2019

Cet afflux de livraisons 2019 est responsable des tensions ressenties sur l'équilibre Offre/Demande du 1^{er} semestre 2019, malgré le dynamisme de la demande. Des opérateurs majeurs comme Biolait furent amenés à déclasser une partie du lait pour préserver le prix du lait bio.

Le lait bio n'échappe donc pas à la loi du marché et l'équilibre Offre/Demande restera un point majeur pour sa valorisation.

Quel potentiel de collecte pour 2021?

Selon l'enquête menée par le CNIEL, la dynamique de conversion se réduit et une baisse de 30 % sur le 1^{er} semestre 2019 se vérifie. Ce sont toutefois 96 millions de litres de lait, soit près de 10 % de la collecte, qui pourraient s'ajouter alors que les cessations d'activité ne représenteraient que 0,5 % du volume collecté.

Sur cette trajectoire, 260 millions de litres complémentaires pourraient être mis sur le marché à l'horizon avril 2021, selon les estimations du CNIEL.

Le milliard de litres de lait pourrait être dépassé dès le 1^{er} semestre 2020.

Face à une demande en évolution graduelle, les perspectives d'offres françaises haussières sont rassurantes.

Les enjeux du lait bio demain ?

Le consommateur plébiscite les produits bios. La progression des ventes en GMS, en RHF entre autres le démontre. La volonté politique affirmée dans EGALIM pour le développement des produits bio est **une impulsion complémentaire**. Face à une demande en évolution graduelle, les perspectives d'offres françaises haussières sont rassurantes.

Tout repose sur le parallélisme des progressions des 2 courbes Offre/Demande.

2019 a pointé du doigt le risque de ce déséquilibre mais, habilement géré par la filière, l'impact sur le prix producteur a été limité. L'horizon sur fin 2019 est plus clément.

Des fondamentaux demeurent et se dessinent

Le bio est à l'orée d'une segmentation

L'exigence du consommateur croît et la représentation qu'il se fait du bio ne se limite plus à la promesse du non chimique. Il surgit désormais des attentes complémentaires liées aux modes de production avec des notions de bien-être animal, de pâturage, d'agroécologie...

Des attentes sociétales qui induiront probablement une segmentation bio.

Le lait bio devra rester rémunérateur

L'approvisionnement français dépendant de l'émulation des producteurs, le volume produit restera étroitement lié au prix. Un différentiel de prix avec le lait conventionnel doit demeurer pour couvrir l'écart de coût de revient et les risques



systemes. Gare à la banalisation et à l'érosion du prix auprès des consommateurs, très sensibles aux démarches de promotion.

Le modèle économique du bio est loin d'être un acquis. Il repose sur sa réactivité vis-à-vis des attentes sociétales et sur la responsabilité des acteurs économiques.

Actuellement, le marché du lait bio est essentiellement **raisonné au niveau national**, mais à terme les logiques d'échanges avec les voisins européens se poseront sûrement. C'est pourquoi, l'évolution des prix et des volumes de lait bio en Allemagne, Danemark et Autriche (pays les plus engagés dans la production bio) seront à surveiller: actuellement les tendances sont parallèles entre ces pays.



Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

12.

Viande bovine

Les envois de femelles en 2019 ont augmenté de +8,5 %, alors que ceux des mâles ont chuté de -0,5 %.

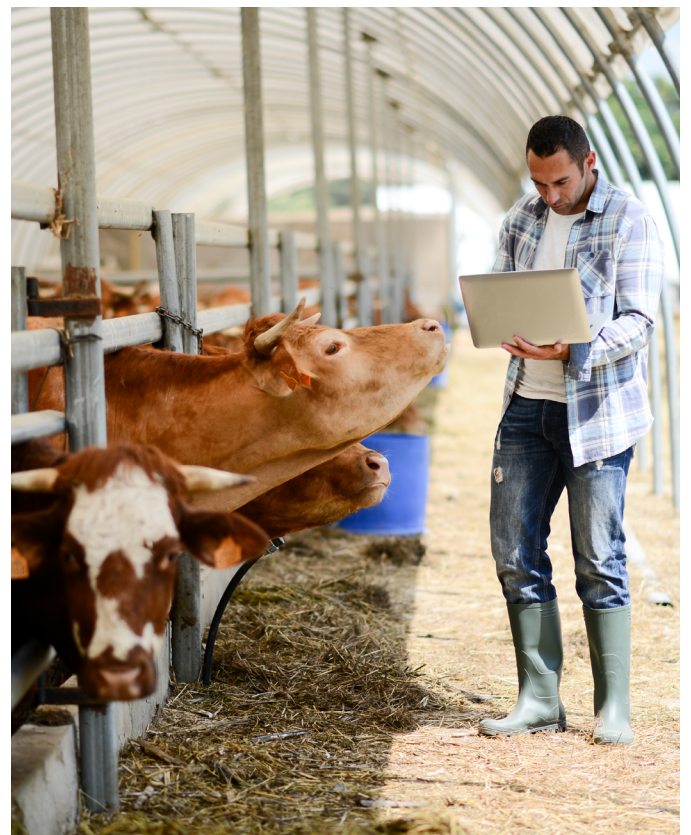
Turbulences sur le marché de la viande : à-coup conjoncturel ou tendance de fond ?

C'est le grand chamboule tout sur le marché de la viande bovine en 2019. Le contexte économique européen et les conditions climatiques ont bouleversé les flux d'animaux et leurs cotations. Depuis deux à trois ans, la tendance baissière semble être la norme sur le prix des gros bovins. Elle reflète les difficultés conjoncturelles et structurelles du secteur, même si de plus en plus d'initiatives voient le jour pour contrecarrer ces difficultés.

Dynamique sur le premier semestre 2019, les échanges de bœufs se sont complexifiés à partir de l'été. La sécheresse a compromis le pâturage et les stocks fourragers dans le bassin naisseur du massif central, encourageant aux sorties prématurées de bœufs. Les engraisseurs nationaux ou italiens restaient jusqu'à présent frileux pour remplir leurs bâtiments, dans l'expectative des prochaines récoltes de maïs et d'une reprise des cotations du JB. Les cours ont ainsi amorcé une baisse très marquée, dès juillet, de l'ordre de 15 à 20 centimes/kg pour les bœufs charolais. Alors, à-coup conjoncturel ou tendance de marché ?

La demande en animaux vivants devrait **retrouver une certaine dynamique**, portée par l'Italie. Deux facteurs laissent à penser à une reprise de leurs importations: les engraisseurs ont retardé la sortie des jeunes bovins pour gagner quelques kilos supplémentaires et ainsi

optimiser leur marge dans un contexte de prix favorable en Italie sur le JB U. L'autre facteur est l'augmentation de la consommation de viande bovine amorcée depuis deux ans en Italie. Ce sont principalement les ventes de Scottona (génisses de 14 mois) qui tirent les volumes vers le haut, avec un retour aux achats des jeunes ménages. Ainsi, la demande croissante en laitonne se confirme sur les principaux pays importateurs de bœufs français. Les envois de femelles en 2019 ont augmenté de +8,5 %, alors que ceux des mâles ont chuté de -0,5 %. Les pays du Maghreb, Algérie en tête, sont toujours présents sur les marchés des races rustiques et ont importé déjà près de 40 000 têtes depuis le début de l'année.



Sur le marché intérieur, la valorisation des carcasses de réformes allaitantes devient de plus en plus complexe pour les opérateurs de la filière.

Sur le marché des gros bovins, le contexte macro-économique perturbe les équilibres

La récession en Allemagne impacte la consommation des ménages et la demande des industriels en jeunes bovins. Cette situation touche le marché français à double titre : d'une part, les exportations de jeunes bovins français vers cette destination ont baissé de plus de 4 %, entraînant une érosion des cotations sur les JB laitiers ; d'autre part, l'offre importante de vaches de réforme germaniques peu chères exerce une pression sur les cours des vaches françaises.

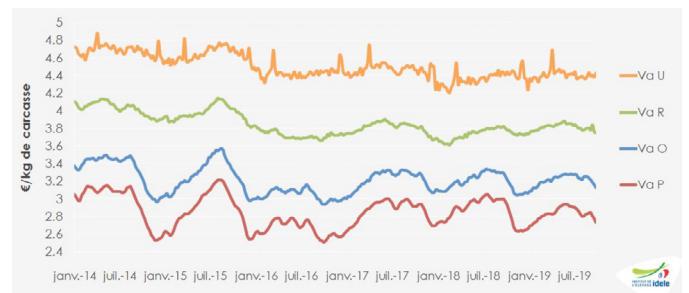
La menace du Brexit perturbe les prix des animaux en Irlande : ventes anticipées des bovins, conflit avec les abatteurs... Le marché européen se trouve ainsi encombré, générant **une réelle tension sur les cours des animaux français** malgré une offre indigène restreinte, en vache et en JB.

Cotations des vaches O dans l'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Cotations françaises des vaches



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après France AgriMer

Sur le marché intérieur, la valorisation des carcasses de réformes allaitantes devient de plus en plus complexe pour les opérateurs de la filière. Les avants sont aujourd'hui valorisés en haché pour répondre à une demande croissante des consommateurs. Pour les muscles arrières la demande porte de plus en plus sur du catégoriel et de moins en moins sur des carcasses entières, avec des morceaux qui ne trouvent pas d'acheteur en fonction des saisons, entraînant une baisse de la valorisation moyenne de la carcasse entière.



Il faudra aller plus loin et plus vite dans l'adéquation Offre/Demande si on veut atteindre les objectifs du plan filière.

Pour contrer cette tendance, **des initiatives se mettent en place** sous la forme de contrat tripartite, suite aux EGA, entre éleveurs-distributeurs et opérateurs filière. Ces démarches visent à mieux coordonner les besoins de la filière (en termes de race, poids, saisonnalité) et la production, en offrant des garanties de prix. D'autres œuvrent à **améliorer certains processus industriels** pour revaloriser des morceaux nobles par de la maturation sous vide ou engagent des certifications environnementales sur des bonnes pratiques d'élevage. Du côté des éleveurs, la prise de conscience des changements structurels du marché est perceptible. Mais il faudra aller plus loin et plus vite dans l'adéquation Offre/Demande si on veut atteindre les objectifs du plan filière, soit 40 % de Label Rouge sur l'offre en découpe et 30 % de la production de gros bovins contractualisée avec des indicateurs de coût de production.

L'enjeu relève donc de la capacité de cette filière à **conduire des projets de manière collective** en vue de :

- « Re »-donner des garanties et de l'envie aux consommateurs en adaptant les modes de production aux besoins et attentes des acheteurs, par la différenciation des produits.
- S'organiser pour répondre à des opportunités de marchés export, pouvant être créateur de valeur telle que la Chine. Actuellement, cinq entreprises d'abattage ont obtenu l'agrément pour exporter, avec un objectif de 30 000 t /an.

Sur l'an passé, seulement 6 t ont été exportées du fait de la lenteur des premiers accords, liée aux contraintes techniques et administratives assez fortes. Mais une accélération devrait s'opérer avec la suspension des importations brésiliennes et l'investissement humain fait par les cinq opérateurs pour développer les ventes vers cette destination.

- Enfin, coordonner la mise en place de nouveaux services (mise en quarantaine des animaux, filière sans antibiotique) pour fidéliser ou conquérir de nouveaux clients. La préparation sanitaire des animaux, et plus particulièrement des broutards, avant de les exporter peut être une voie de contractualisation et donc de valorisation pour les éleveurs. Cette demande, faite par les engraisseurs italiens par exemple, permet d'alléger le protocole sur place et l'usage des antibiotiques. Cela va dans le sens de l'adaptation à la demande du client et à une différenciation du produit vers le « sans antibiotique ».

Il reste à espérer que la somme de ces initiatives permette un ruissellement de valeur vers les producteurs, ce qui était la promesse des EGA. Dans un contexte où la décapitalisation du cheptel, qui semblait de prime abord conjoncturelle, pourrait elle-même devenir structurelle et favoriser les imports en France de viande bovine, gageons que l'esprit de conquête et l'opportunisme encouragent chaque acteur de cette filière à relever les défis de demain !



Nathalie VELAY
nvelay@alliancemassifcentral.cerfrance.fr



Sabine MICHEL
smichel@03.cerfrance.fr

13. Porc

La Chine est le 1^{er} producteur et le 1^{er} consommateur de porc au monde.

Conjoncture au beau fixe. Et maintenant, on fait quoi ?

Les cours du porc s'envolent depuis avril 2019, conséquence de l'épidémie de Fièvre Porcine Africaine en Chine et dans toute l'Asie. Après 2018, année de crise, les producteurs respirent, les trésoreries remontent. Mais une fois le soufflé retombé, le marché européen redeviendra faiseur des prix. Les attentes de la société ne se seront pas envolées, ce qui plaide pour des investissements en la matière. À condition de ne pas se tromper de normes ni de modes d'élevage pour l'avenir.

On en oublierait presque que l'année 2019, sur la lancée de 2018, avait bien mal commencé. Cours au plancher, aliment en hausse, la marge sur coût alimentaire des clôtures comptables au 31 mars 2019 affichait 0,42 €/kg net quand il faut au minimum 0,49 €/kg pour couvrir les autres charges. Après l'accalmie de 2017, les producteurs voyaient se rejouer le scénario devenu habituel depuis une douzaine d'années, les trésoreries repartant à la baisse. Pour les exploitations qui n'avaient pas réussi à se désendetter suffisamment en 2017, la messe semblait dite. Dans le Finistère, les clôtures comptables de décembre 2018 et mars 2019 montrent une nouvelle plongée de la Trésorerie Nette Globale de 10 €/kg net et une hausse de 3 à 4 points des taux d'endettement.

Après la crise l'embellie

Retournement de situation spectaculaire à partir de mars. Le cours du porc au MPB¹ se redresse et grimpe au rythme de l'avancée de l'épidémie de FPA² en Chine. Les clôtures de septembre 2019 montrent une marge sur coût alimentaire de 0,55 €/kg net. Sur l'année 2019, celle-ci devrait se situer à 0,66 €/kg. Elle pourrait atteindre 0,76 €/kg pour les clôtures de juin 2020 car l'appel d'air chinois devrait durer un certain temps.

La Chine, tout en étant le 1^{er} producteur de porc au monde (50 % du cheptel mondial), est aussi le 1^{er} consommateur de viande porcine. Un déficit de quelques % entre sa production et sa consommation suffit à enflammer les cours mondiaux comme l'ont montré les années 2016 et 2017. Les experts évaluent aujourd'hui entre 30 et 50 % la baisse du cheptel chinois. De quoi emballer les prévisions de prix sur la planète des exportateurs.

Malgré la mobilisation des stocks de sécurité du pays, **le prix du porc en Chine ne cesse de grimper**. L'Ifip l'estime à 4,75 €/kg en septembre 2019³. Le porc étant de loin la première viande consommée par les chinois, le gouvernement n'a d'autre choix que d'ouvrir la porte aux importations quitte à mettre en sourdine sa guerre commerciale avec les États-Unis en abrogeant les surtaxes douanières décidées quelques mois plus tôt. Ses principaux fournisseurs, au 8^e rang desquels

1. Marché du Porc Breton.

2. Fièvre Porcine Africaine.

3. Baromètre Porc de l'Ifip – octobre 2019.

La durée de ce cycle de prix hauts pour les producteurs, notamment hexagonaux, dépendra de la vitesse à laquelle la Chine parviendra à reconstituer son cheptel.

se situe la France, profitent pleinement de la situation. À titre d'exemple, au 2^e trimestre 2019 les exportations bretonnes de viandes de boucherie vers la Chine, composées à 90 % de viande porcine, augmentent de 50 % comparés au 2^e trimestre 2018⁴, soit + 17 millions d'euros.

La durée de ce cycle de prix hauts pour les producteurs, notamment hexagonaux, dépendra de la vitesse à laquelle la Chine parviendra à reconstituer son cheptel. Elle s'y emploie d'ores et déjà. Beaucoup estiment malgré tout que l'embellie devrait durer au moins deux ans. À condition que la France ne soit pas à son tour touchée par la maladie. **Les mesures de biosécurité se mettent en place dans les élevages** tandis que le gouvernement tente d'obtenir des autorités chinoises le principe d'une « régionalisation » de leurs importations. Si une région française venait à être contaminée par le virus, cela permettrait aux autres régions de continuer à exporter.

Attentes sociétales en embuscade

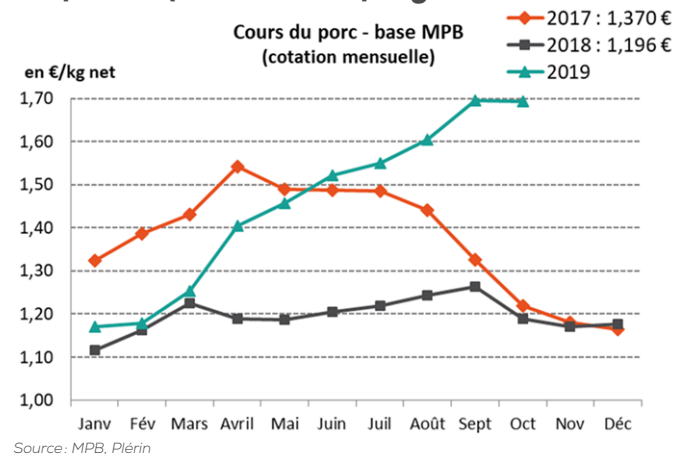
Cette conjoncture, favorable aux éleveurs, ne fait pas la joie de tous les acteurs de la transformation du fait du renchérissement du prix des pièces de porc. L'IMR⁵, indice synthétique de prix d'une carcasse de porc au marché de Rungis, atteint, au 21 octobre, le niveau record de 147. **La répercussion de ces hausses auprès du consommateur s'avère délicate.** Les charcutiers salaisonniers ont saisi le médiateur des relations

4. Source Chambre d'Agriculture de Bretagne d'après les données des douanes régionales.

5. Indice Marché de Rungis, indice synthétique de prix d'une carcasse de porc reconstituée sortie atelier de découpe, base 100 en 2003.

commerciales au cours de l'été pour obtenir de la grande distribution une révision des contrats commerciaux signés avant la hausse des cours du porc.

Un prix du porc en forte progression



Mais la hausse des prix aux consommateurs (+3,9 % sur un an d'après l'Ifip) est à double tranchant. Elle pourrait conduire à amplifier la baisse de consommation des produits porcins, dans un contexte de remise en cause globale de l'élevage, en particulier en mode « claustration ». Et c'est bien cette question qui taraude les éleveurs à l'heure de redémarrer les investissements. Investir, d'accord, mais dans quoi ? De nombreux éleveurs actent aujourd'hui la nécessité de **mieux prendre en compte le bien-être animal**. Mais jusqu'où faut-il aller pour garantir l'avenir de son élevage ? Quelles dimensions doivent avoir les cases des maternités « liberté » alors que certains pionniers réalisent déjà qu'ils ont vu trop juste ? Faut-il systématiquement prévoir un accès des animaux à l'extérieur pour les nouveaux bâtiments post-sevrage et engraissement, à l'image de ce que montrent les revues et les salons spécialisés ? Quels acteurs de la filière écriront les cahiers

La question énergétique renvoie elle aussi inévitablement à une réflexion sur le mode d'élevage.

des charges des futurs contrats: groupements, abatteurs, distributeurs, voire associations animalistes? Le spectre de la filière Poules pondeuses et de ses cages devenues obsolètes moins de deux ans après leur mise aux normes, plane toujours. Comment faire pour ne pas prendre de retard sans pour autant essayer les plâtres?

Il faut reconnaître que la plupart des partenaires aval ne montrent pas aux éleveurs une direction très claire sur le sujet. Quelques entreprises, généralement de petite ou moyenne dimension, font exception à la règle, à l'image de l'entreprise Hénaff et de sa démarche stratégique Be Good 2030, laquelle fixe notamment des objectifs d'évolution des conditions d'élevage.

Investir dans l'énergie

En attendant que les demandes vis-à-vis des éleveurs s'éclaircissent, il est un domaine où l'anticipation s'impose: celui de la substitution des énergies fossiles. Outre le cours du porc, l'année 2019 a vu grimper le thermomètre et avec lui la question du réchauffement climatique. **L'élevage porcin fait partie des gros consommateurs d'énergie en agriculture.** Des

solutions existent, d'une part pour réduire les consommations, d'autre part pour produire des énergies renouvelables et les auto-consommer.

La question énergétique renvoie elle aussi inévitablement à une réflexion sur le mode d'élevage, ne serait-ce que pour identifier les besoins en énergie (pour chauffer mais aussi de plus en plus pour refroidir...) ainsi que les volumes et la nature des ressources énergétiques disponibles (lisier, fumiers...). Un certain nombre d'investissements peuvent néanmoins être lancés sans risque d'être remis en cause par la société.

En n'oubliant pas qu'avant tout nouvel investissement, les éleveurs doivent profiter de l'embellie pour se désendetter. Le passé récent a montré que les retournements de tendance sont rapides et brutaux.



Anne BRAS
abras@29.cerfrance.fr



Conseil National du réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75 015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication: Hervé Demalle

Directeur de la rédaction: Philippe Boulet

Rédacteur en chef: Marc Varchavsky

Membres du comité de rédaction: Fabien Barrabé, Philippe Boulet, Anne Bras, Michel Lagahe, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Sabine Michel, Jean-Yves Morice, Pierre-Gérard Pouteau, Mathilde Schryve, Marc Varchavsky et Nathalie Velay.

Réalisation: Les P'tits Papiers

Crédit photo: © AdobeStock